

Thème 5 – L'environnement, entre exploitation et protection : un enjeu planétaire

Axe 3 conclusif – Les États-Unis et la question environnementale : tensions (entre acteurs) et contrastes (géographiques)

Quelles sont les particularités des États-Unis dans leur rapport à leur environnement et à l'Environnement ?

I- Jalon 5 : la question environnementale aux États-Unis : entre protection de la nature, exploitation des ressources et transformation des milieux depuis le XIX^e siècle ; les rôles respectifs de l'État fédéral et des États fédérés

A) Les parcs naturels aux États-Unis depuis 1872 : Méthode de l'Intro en dissertation / docs texte d'élève et extraits Radio (17'42-19'16 sur Pinchot, 19'16-20'12 sur Muir, 20'11-21'44 sur Hetch Hetchy et 21'45-23'30 sur la décision de Roosevelt et l'enjeu).

Intro : Accroche ligne 1 à 16 Le 1^{er} mars 1872, la mission Washburn, partie en expédition sur le plateau de Yellowstone en 1870, obtient, après deux ans de conférences organisées à travers le pays, la création du premier parc national du monde par l'État américain, après un vote du Congrès ce même jour ! L'expédition Washburn a en réalité été organisée et financée par la compagnie de chemin de fer, la *Northern Pacific* dans son intérêt. Il s'agissait d'aménager des haltes touristiques à Yellowstone. Le premier parc national est donc un outil de conquête territoriale et d'exploitation (donc de mise en valeur des ressources naturelles et de recherche de rentabilité touristique ici) pour les compagnies de chemin de fer qui obtiennent la nationalisation des terres des Indiens tableau de John Gast, American progress, 1872 proches des voies de chemin de fer.

P1 La protection (c'est-à-dire ici le classement d'un espace naturel comme Yellowstone en espace plus ou moins interdit aux Américains) accompagne donc, dès le départ, la logique d'exploitation (c'est-à-dire de mise en valeur des ressources dans le but de créer de la richesse) aux États-Unis. En 1872, les entreprises privées (les compagnies de chemin de fer) et l'État fédéral sont donc associés dans la protection (mais aussi l'exploitation) de la nature dans le pays. On retrouve également les acteurs de la société civile comme les premiers écologistes (Muir). **P2** À travers l'exemple des parcs naturels, nous pouvons nous demander : comment les parcs naturels américains sont-ils la preuve de l'équilibre entre deux logiques, la protection et l'exploitation ? **P3** ligne 16 à 52 Dans un premier temps, nous verrons que, de 1872 au début du XX^e siècle (création du *National Park Service*) la protection fait débat entre Gifford Pinchot partisan de la conservation et John Muir, défenseur de la préservation. ligne 53 à 74 Puis, il sera question d'étudier la place respective de l'exploitation et de la protection aujourd'hui.

1- La confrontation avec la Wilderness à l'origine de la nation américaine : les États-Unis sont le premier pays du monde à protéger l'environnement pour garder la mémoire de la naissance de la nation américaine durant la conquête de l'Ouest

3 valeurs dominantes auprès des Américains : 1- La liberté-la démocratie 2- La « Destinée manifeste » 3- La *Wilderness*

La célébration (puis la protection) de la *Wilderness* est le moyen de :

a) prouver (à eux-mêmes et aux autres nations) : **1p320** la supériorité morale des Américains : ils ont relevé l'énorme **défi** de domestiquer la nature sauvage. La *Wilderness* est une **confrontation** avec l'hostilité : l'indien sauvage, la nature **dangereuse** (et **diabolisée** : ciel du tableau de John Gast) qui auraient rendu les Américains meilleurs d'où la nécessité de protéger cette nature.

b) faire oublier 1- que la conquête de l'Ouest s'est accompagnée du génocide indien (planifié par l'État fédéral) et de la destruction des troupeaux de bisons (entre 1800 et 1900, le nombre de bisons diminue de 30 millions à seulement 1 000 individus !). 2- que le pays a peu de monuments historiques (ils viendront après les parcs naturels : comme la statue de la liberté à l'extrême fin du XIX^e, et le mont Rushmore des années 1930's).

2- Protéger oui, mais, conserver ou préserver ?

a) Le débat Pinchot-Muir :

- La bataille de Hetch Hetchy : vers 1900, le parc du Yosemite est un parc protégé par l'État fédéré de Californie. Il existe dans ce parc une petite vallée, la **Hetch Hetchy**, or, un projet de **barrage** est discuté au Congrès pour approvisionner en eau la ville de San Francisco. Faut-il sauver la vallée ou la sacrifier au nom des intérêts économiques ? La vallée a peu d'importance ; en revanche, elle est le symbole du choix de protection envisagé aux États-Unis.

- **Gifford Pinchot** est administrateur, aménageur, **ingénieur forestier** : il met en pratique la politique voulue par Roosevelt ; il défend la **conservation** soit une exploitation maîtrisée de la nature, le « **wise usage** » : utilisation raisonnée, sage, maîtrisée des ressources naturelles (ici, l'essor du tourisme dans les parcs). Il est étudiant à l'école nationale des Eaux et forêts de Nancy en France => il est sylviculteur, exploite et renouvelle la forêt. Il crée en 1898 le *National Forest service* ou **Office national des forêts** (comme le futur ONF en France). Il milite pour le barrage de Hetch Hetchy pour développer le tourisme.

Thème 5 - L'environnement – OTC - États-Unis et l'environnement

- **John Muir** est un écologiste radical, un ermite, il vit dans la forêt et écrit des textes célébrant la nature (comme Thoreau avant lui). Il prône l'immersion dans la nature comme Thoreau. Il défend la **préservation** : il ne faut pas toucher à la nature. Pour protéger la nature, il crée en **1892** la **première association écologiste** : le **Sierra Club** qui porte le nom de la Sierra Nevada. Il rejette évidemment le barrage.

- **Théodore Roosevelt** (président de 1901 à 1909) est un ami des deux personnages. Il représente toute l'**ambiguïté du rapport à la nature** (après la suppression de la frontière en 1890). Aux États-Unis, Roosevelt est connu pour être : 1- le président chasseur d'ours (on lui a créé une peluche pour enfants l'ours **Teddy** du nom de Théodore avec son pot de miel) et amateur de chasse : il a ramené 3 000 trophées d'un safari en Afrique 2- le premier président qui s'occupe d'environnement : il sauve le bison (en prélevant un couple de bisons dans un zoo pour le réintroduire dans le parc de Yellowstone) et il multiplie les parcs naturels nationaux (qui passent sous sa présidence de 1901 à 1909 de 5 à 10, et il veut créer une institution nationale gérant les parcs avec un personnel public. C'est donc un président presque « écologiste ». Mais, il tranche le débat en tant que décideur politique en faveur du barrage et défend donc la **conservation** et l'essor du **tourisme**.

b) Parcs naturels et *National Park service* :

- L'**État fédéral** dès la conquête de l'Ouest va **classer** des **espaces** naturels en **parcs** naturels nationaux. C'est le classement officiel voté au Congrès qui transforme un espace naturel en parc « national » protégé. L'État fédéral crée son **premier** (et le premier du monde) **parc naturel national** en 1872 à **Yellowstone**, puis c'est **Yosemite en 1890** et aujourd'hui **58 parcs nationaux pour plus de 3% du territoire national**.

- En 1916, le rêve de Roosevelt devient réalité avec la création du **Service des parcs nationaux**, le *National Park Service*, **NPS** avec l'emploi d'agents fédéraux forestiers (21 000 aujourd'hui).

3- La géographie des espaces protégés : équilibrer exploitation et protection

a) On retrouve encore l'ambiguïté conservation-préservation :

- La nature est devenue un **business** : le **NPS** récolte 1 milliard de dollars/an (à 25 dollars l'entrée par voiture) pour les seules entrées (11,5 millions d'entrées/an pour les 4 parcs des Rocheuses et 3,6 millions pour le seul Yellowstone) mais avec l'hôtellerie, la restauration, les magasins... c'est 16 milliards de dollars/an et 300 000 emplois privés induits ! La réussite touristique actuelle s'explique par l'idéalisation de la *Wilderness* : les Américains veulent revivre la vie des colons du XIX^e siècle dans les grands espaces de l'Ouest. Une réussite mondiale : les États-Unis sont le 3^e pays touristique du monde.

- Mais, des espaces tout de même **préservés** (95% des surfaces des parcs ne voient personne et seuls 5% sont fréquentés, les « pots de miel ») : un équilibre entre conservation et préservation a donc été trouvé !

b) Le **Wilderness Act de 1964** a élargi les espaces protégés à des rivières, des forêts d'arbres rares, des littoraux, des sites historiques et patrimoniaux (champs de bataille de la guerre de Sécession) sur + de **5% du territoire** soit **756 aires protégées**, les **Wilderness areas**. Ces aires sont très majoritairement à **l'Ouest du pays** (Rocheuses, dans l'Alaska ou les îles) car ce sont les **régions colonisées** et les moins densément peuplées mais surtout là où les terres ont été volées aux Indiens. **2p320**

Thème 5 - L'environnement – OTC - États-Unis et l'environnement

B) Les tensions du fait de la multiplicité des acteurs : rôles respectifs en matière de protection de l'air (depuis les années 1970's)

1- L'État fédéral d'abord aux commandes (années 1970's) :

- Contexte de prise de conscience de la nécessaire protection de l'environnement aux États-Unis (cf. Intro) avec la publication en 1962 de *Silent Spring* de **Rachel Carson** contre le DDT : cela débouche sur la journée de la Terre le 22 avril 1970 ; avec le **rapport Meadows** (1971) ...

- L'État fédéral prend en charge la protection en votant des lois de protection (comme le **Clean Air Act de 1970** et le **Clean water Act de 1972**) **1p322** puis en créant le Ministère de l'environnement, l'**EPA (Environmental protection Agency)** en 1970. Cette Agence fédérale de protection va mesurer les pollutions industrielles de l'air, de l'eau... Dans les années 1980's-1990's, plus de 300 lois fédérales sont prises pour protéger les milieux (protection des cours d'eau, des littoraux...). Le **droit de l'environnement** se développe car bcp de conflits sont solutionnés par des grands procès. Les États-Unis sont le premier pays du monde à créer le métier d'**avocat spécialisé dans le droit environnemental** (avec 20 000 avocats spécialisés en 1980).

2- L'État fédéral face aux États fédérés : les compétences sont négociées sous forme de **rapport de force institutionnel**. Les États fédérés peuvent légiférer en matière environnementale (ce qui n'existe pas en France).

Ex : l'**affaire du Massachusetts** et de la **Californie (1990-2016)** :

1970 : vote du **Clean Air Act** par le **Congrès** (donc par l'État fédéral), limitant uniquement les pollutions industrielles : l'**EPA** fixe des normes de pollution industrielle de l'air et surveille si ces mesures sont respectées. Toute autre forme de pollution atmosphérique ne relève pas de sa compétence.

1990 : le **Clean Air Act** est amendé par le **Congrès** qui autorise l'**EPA** à imposer une réglementation nationale sur les gaz provenant des automobiles neuves ! C'est évidemment un danger pour l'industrie automobile qui serait obligé de produire des véhicules plus propres (donc de changer sa production). L'**État fédéré du Massachusetts** porte plainte devant l'**EPA** pour savoir si le CO2 émis par les voitures peut être considéré comme un polluant atmosphérique au même titre que les émissions industrielles. Entre 1990 et 2006, l'affaire traîne à l'EPA qui a peur de créer un précédent.

2006 : Réponse de l'État fédéral : l'**EPA** s'estime incompétente et elle renvoie la balle à la **Cour suprême**.

2006 : devant le refus de l'**EPA** d'accepter de limiter les émissions des voitures, l'**État fédéré de Californie** vote le **Global warming solutions act** (la loi sur les solutions au réchauffement climatique) avec des obligations d'émissions faibles pour les voitures neuves => en Californie, une voiture neuve provenant d'un État limitrophe est verbalisable car elle ne respecte pas les seuils californiens.

2007 : la **Cour suprême** rend enfin son jugement et précise que le CO2 émis par les voitures est effectivement un polluant atmosphérique ce qui laisse penser qu'elle accepte la législation californienne.

Bilan 1 : les États fédérés obtiennent le droit de légiférer sur les émissions des véhicules mais le cas de la pollution industrielle leur échappe.

3- État fédéral fort ou faible en matière d'environnement : un État fédéral plus ou moins intrusif en matière d'environnement

2007 : **Obama** (démocrate) met au point un projet de loi avec des normes d'émissions maximales à l'échelle nationale et il demande la création d'un marché national du carbone entre États fédérés, marché copié sur celui de l'Union Européenne.

2009 : le **Sénat républicain** bloque son projet de loi jusqu'à un vote en 2015 (du **Clean power Act**).

Bilan 2 : l'État fédéral démocrate réussit à imposer une loi nationale supérieure aux législations des États fédérés => la compétence atmosphérique liée aux voitures reviendrait-elle donc à l'État fédéral ?

2016 : **Trump** (républicain) est élu et il refuse d'appliquer le **Clean power Act** d'**Obama**. Sous **Trump**, aucune loi fédérale n'impose donc des émissions maximales aux voitures et aucune mesure n'est faite par l'**EPA**.

Bilan 3 : l'État fédéral républicain revient en arrière. La loi fédérale en matière d'émissions automobiles demeure donc moins protectrice que la loi de certains États fédérés comme la Californie. Les Républicains sont donc pour un État fédéral environnemental faible (voire un État fédéral « anti-environnemental ») alors que les démocrates sont pour un État fédéral environnemental fort !

2020 : **Biden** élu président (démocrate) mais la **Cour suprême** est à majorité **républicaine** (et les sondages aux élections au **Sénat** annoncent une courte **victoire républicaine**).

II- Jalon 6 : les États-Unis et l'Environnement à l'échelle internationale : les États face à l'État et aux firmes

Dans quelle mesure le fédéralisme a-t-il sauvé les États-Unis du climato-scepticisme ?

A) Une position internationale climatosceptique en marge du système international onusien :

1- La victoire présidentielle du climato-scepticisme (2016) : extrait vidéo 1

- Trump est **climato-sceptique** donc son élection de 2016 change la donne : elle entraîne le **rejet des accords de Paris le 1^{er} juin 2017** pourtant signés par Obama : les États-Unis s'isolent. Cela choque bcp d'Américains et le reste du monde car si les États-Unis représentent 5% de la population mondiale, ils totalisent 25% de la consommation énergétique et 15% des émissions mondiales ! Mais, cette décision est soutenue dans le pays : ne pas oublier que les États-Unis représentent le pays où le **climato-scepticisme** est le plus élevé (30% de la population, mais bcp plus chez les Républicains).

- Trump a aussi multiplié les **décisions symboliques** : il diminue le budget de l'EPA, il nomme à sa présidence en 2017 un climato-sceptique (Scott Pruitt) qui avait attaqué en justice l'EPA (quand il était gouverneur de l'Oklahoma) : sa première décision est de retirer de la page d'accueil web de l'EPA le bandeau concernant le changement climatique. Trump fait aussi construire l'**oléoduc Keystone XL** avec le Canada, lequel fuit et perd 800 000 litres. Il enlève l'aigle (du drapeau américain) de la liste des espèces menacées donc protégées...

2- Le soutien des « marchands de doute » :

Le climato-scepticisme est aussi défendu à l'échelle mondiale par les « **marchands de doute** » (une expression provenant de leurs opposants) : des **firmes pétrolières** ou **automobiles** américaines comme Exxon-Mobil qui partent du principe qu'« en l'absence de démonstration absolue [absolue c'est impossible], il faut maintenir la controverse active ». Ces firmes ont fondé l'**ALEC** (*American legislative exchange council* : conseil d'échange législatif) qui a pour but de faire du lobbying international et climato-sceptique.

3- **Le soutien d'une partie de la société civile** : comme les programmes scolaires varient d'un État à l'autre, dans les États républicains du Sud et du Centre, la **Bible belt** ou ceinture de la Bible (des climatosceptiques) enseigne à l'école le climato-scepticisme. Un mouvement religieux qui pense que Dieu a mis la Terre à disposition de l'Homme => on n'a aucun compte à rendre aux autres hommes mais seulement à Dieu, éventuellement.

B) Le contre-poids des acteurs locaux : extrait vidéo 2

1- **Les acteurs institutionnels** : **Ex** : **carte 5p323** : 9 États fédérés sur 50 dépassent le quart de la production NRJtique sous forme renouvelable.

Ex : L'**affaire de la « métaphore rouillée » (juin 2017)** démontre le pouvoir important des **municipalités (métropoles** aux États-Unis) : le 1^{er} juin 2017, Trump (élu en 2016) décide de retirer le pays des accords de Paris signés par Obama. Trump dit **texte p330** : « J'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris » pensant défendre une ville industrielle où l'emploi industriel serait menacé par l'accord. Il défend une sorte de droit d'émettre. La **municipalité de Pittsburgh** dénonce le lendemain dans un article du *New York Times* sa « métaphore rouillée ». Car, si Pittsburgh fait bien partie de l'ancienne **Rust Belt** du Nord-Est des États-Unis, une ville industrielle jusqu'aux années 1970's puis en crise (années 1980-1990's), elle a réussi sa reconversion => elle est devenue « ville verte » en se reconvertissant dans la recherche médicale et universitaire et dans des voitures Google automatisées et électriques ! L'économie industrielle défendue par Trump est en décalage avec la réalité « verte » locale du pays.

Pour **continuer à assister aux COP au nom des États-Unis**, municipalités et États fédérés « verts » ont créé deux alliances et ont fait le « **serment pour l'Amérique** » de respecter les accords de Paris !

- **We are still in** : ce réseau de villes regroupe 127 millions d'américains pour 6 000 milliards de dollars de PIB annuel. La présidence de ce réseau est revenue à l'ancien maire démocrate de New York, Michaël Bloomberg.

- L'**Alliance américaine pour le climat** : elle regroupe cette fois 13 États fédérés soit 57 millions d'américains pour 1 000 milliards de PIB annuel. La Californie s'est fixée comme objectif de réduction -40% d'ici 2030 et 100% d'énergie renouvelable d'ici 2050 !

2- **Les firmes** : certaines (comme Exxon, Tesla, Google...) choisissent de s'opposer à la décision de Trump (après le 1^{er} juin 2017) et décident de quitter l'**ALEC**.

Thème 5 - L'environnement – OTC - États-Unis et l'environnement

3- La société civile « écolo » ?

- En 2017, seulement 27% des Américains pensent qu'il faut développer les énergies fossiles => 73% sont pour les énergies renouvelables => opposés à Trump ! Dès 2017, Trump n'a plus le soutien de l'**opinion publique**. Certains acteurs (Léonardo DiCaprio) prennent position pour la COP21 et contre Trump...

- Certains citoyens vont aller plus loin dans leur opposition et fonder des associations (voire des ONG) écologistes :

- La **shallow ecology** (écologie molle) : Qui ? Un courant provenant des classes moyennes blanches majoritaires dans le pays et proches du pouvoir comme le **Sierra club** de 1892, qui fait du lobbying au Congrès pour approcher les hommes politiques. Quelle conception de la protection et quelles actions ? Ils demandent aux hommes politiques de légiférer pour protéger avant d'exploiter. Ils luttent pour la qualité de l'air, de l'eau (opposition à la **fracturation hydraulique** pour trouver du gaz de schiste **5p321**) et la faune... Ils présentent des candidats régulièrement aux élections présidentielles sous la bannière du **Green Party** mais le **système bipartisan** les empêche d'exister au niveau des résultats électoraux nationaux. Certains sont des partisans du **Nymbisme** de **NIMBY** (*Not in my back yard* : pas dans mon arrière-cours) : des citoyens défendant leur cadre de vie local de quartier. Ils font signer des pétitions contre la suppression d'un parc pour les enfants par exemple.
- La **Deep ecology** (écologie profonde) : Qui ? Les minorités (noires et indiennes). Quelles conceptions de la protection et quelles actions ? La **Justice environnementale** (fondée par des noirs dans les années 1980's) : ces citoyens noirs de Los Angeles ont gagné leur procès contre le maire de la ville qui voulait faire construire un incinérateur dans le ghetto noir. On retrouve ici les descendants des Amérindiens qui ont porté plainte pour se réapproprier les anciennes réserves indiennes qui sont propriétés de l'État fédéral. Les plus radicaux sont qualifiés par leurs ennemis d'**éco-terroristes** : ils sont partisans de l'**activisme** (filmer dans une usine d'engraissement en batterie, les *feedlots*, des poulets maltraités : une loi fédérale de 2006 les qualifie de « terroristes ») voire de l'**éco-sabotage** (clouter les arbres destinés à être abattus en forêt) comme chez **Earth first** la « Terre d'abord » !

4- L'enjeu climatique a-t-il entraîné la défaite électorale de Trump en 2020 ?

(En sachant que la raison principale de sa défaite reste sa « mauvaise » gestion de la crise de la Covid 19) :

- **5p323** Certains États du Sud (dont la Floride, qui est plus âgée que la moyenne du pays donc cela correspond bien à l'inquiétude concernant la Covid) traditionnellement républicains, donc davantage climato-sceptiques, ont voté pour la première fois démocrate : c'est sans doute lié au double **coût environnemental du changement climatique** qui sera maximal dans le Sud du pays. Une étude de *Science* publiée en 2018 a eu un poids politique important dans l'opinion publique. Elle a révélé que, d'ici 2100, les États du Sud et du Sud-Est devraient perdre entre 10 et 20% de leur production de richesse pour s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique. Elle démontre aussi que le coût des assurances privées pour le logement des particuliers devrait y augmenter de +20 à +30%.

- Les États traditionnellement démocrates (Nord-est et l'Ouest) ont confirmé leur vote démocrate, pour Biden, or, cela correspond à la carte de la « résistance environnementale » organisée par les municipalités et les États fédérés opposés à la politique anti-environnementale de Trump durant son mandat.